

Regards

sur les profils des demandeurs d'emploi et la crise économique

Jean RIES (STATEC)

Tous les travailleurs ne sont pas égaux devant la crise. Il y a des catégories de travailleurs qui ont été touchées davantage que les autres. La présente note essaie d'identifier ces personnes. En considérant la population des demandeurs d'emploi inscrits à l'administration de l'emploi, il y a lieu de constater une baisse relative des femmes et une hausse relative des demandeurs diplômés. Le poids des jeunes au sein de des demandeurs d'emploi n'a guère changé.

La récente crise économique a fortement touché le marché du travail luxembourgeois. Les taux de croissance de l'emploi intérieur se sont effondrés. Sur la période de 2006 à 2008 l'emploi intérieur a progressé entre 4% et 5% par an. A partir de 2009, la croissance s'est ralentie de sorte que vers la fin de l'année 2009, l'emploi commence à stagner. En corollaire, il y a une hausse très marquée du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'administration de l'emploi (ADEM)¹. Après une certaine stabilité au cours des années 2006, 2007, et pendant la première moitié de l'année 2008, le nombre de demandeurs d'emploi a commencé à s'envoler à partir de septembre 2008. En fin de compte, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de presque 50%. En outre, le nombre de personnes bénéficiant d'une mesure pour l'emploi, après avoir fortement progressé jusqu'en mai 2007, a connu une diminution entre juin 2007 et janvier 2009. Par contre, entre janvier 2009 et janvier

¹ Un demandeur d'emploi (dans le sens de l'ADEM) est une personne sans emploi, résidente sur le territoire national, disponible pour le marché du travail, à la recherche d'un emploi approprié, non affectée à une mesure pour l'emploi, indemnisée ou non indemnisée et ayant respecté les obligations de suivi de l'ADEM

2010, la population des bénéficiaires d'une mesure pour l'emploi a progressé d'environ 20%, sans pour autant atteindre les niveaux des années 2004 et 2005.

Le tableau 1 renseigne le nombre de demandeurs d'emploi, les bénéficiaires d'une mesure, l'emploi intérieur et l'emploi national pour les mois de janvier 2006, 2007, 2008, 2009 et 2010. Les chiffres entre parenthèses correspondent aux taux de croissance d'une année à l'autre.

Tableau 1 : Evolution de l'emploi et du chômage – chiffres absolus et variation par rapport à l'année précédente (en %)

	janvier 2006	janvier 2007	janvier 2008	janvier 2009	janvier 2010
Demandeurs d'emploi	10 183 (13)	10 698 (5)	10 205 (-5)	12 798 (25)	15 137 (18)
Bénéficiaires d'une mesure pour l'emploi	3 856 (-4)	3 839 (0)	3 318 (-14)	2 781 (-16)	3 358 (21)
Emploi intérieur	314 400 (3)	327 456 (4)	344 485 (5)	355 556 (3)	355 921 (0)
Emploi national	202 669 (2)	207 414 (2)	213 935 (3)	218 836 (2)	219 942 (1)

Source: ADEM, STATEC

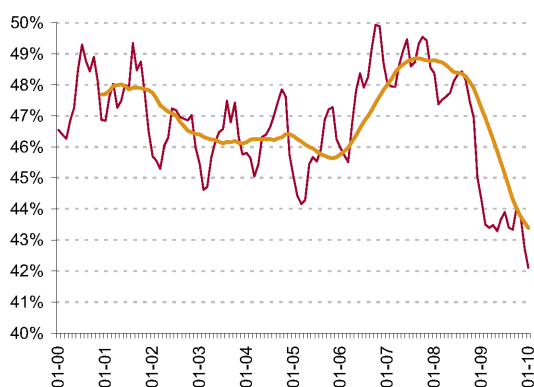
Il est également intéressant de se pencher sur le profil des demandeurs d'emploi. En période normale, le profil des demandeurs évolue de manière plutôt inerte. Par contre, au cours d'une récession, les choses peuvent changer plus vite. Il y a des groupes de travailleurs qui sont plus vulnérables et donc plus touchés par le chômage que d'autres catégories.

2 Regards 2-2010

sur les profils des demandeurs d'emploi et la crise économique

Le graphique 1 s'intéresse à la situation des femmes. Ce graphique indique l'évolution de la part des femmes parmi les demandeurs d'emploi et une moyenne mobile sur 12 mois. La moyenne mobile sert à lisser la série et à mettre en évidence les tendances. La part des femmes parmi les demandeurs d'emploi a très légèrement baissé entre 2001 et la fin de 2005. Ensuite, leur part a progressé. Entre août 2008 et janvier 2010, il y a eu une chute claire et nette. La part des femmes parmi les demandeurs d'emploi passe de 48% à 42%.

Graphique 1 : Part des femmes parmi les demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM



Source: ADEM, STATEC

Quelles peuvent être les causes de cette évolution ? Une première explication qui vient à l'esprit est le niveau d'éducation des femmes. Les femmes en général et les jeunes femmes en particulier ont en moyenne un niveau d'éducation qui est supérieur à celui des hommes². Par ailleurs, en 2008, la part des décrocheurs a été de 11% parmi les femmes et de 16% parmi les hommes³. L'explication serait donc qu'au niveau de la formation initiale les femmes sont mieux loties pour faire face à la crise. Or, cette explication ne tient que partiellement la route, comme la suite le montrera.

² Voir Statnews 8/2009

³ Il s'agit des jeunes ayant quitté prématurément l'école. Plus précisément il s'agit ici de la proportion des jeunes âgées de 18 à 24 ans qui ont atteint au maximum un niveau de formation secondaire inférieur et qui ne sont plus à l'école ou en formation.

Une explication plus convaincante réside dans le fait que les hommes et femmes n'ont pas tendance à travailler dans les mêmes secteurs d'activité. L'ADEM ne publie pas de répartition des demandeurs d'emploi en fonction du secteur d'activité d'où ils proviennent. L'information peut néanmoins être obtenue via l'enquête sur les forces de travail⁴. Le tableau 2 renseigne la distribution des hommes et des femmes en fonction du secteur d'activité. L'image est très nette. Un tiers des hommes travaille soit dans l'industrie, la construction et le secteur des transports, contre seulement 12% des femmes. Or, il s'agit là de secteurs qui ont été particulièrement touchés par la crise économique. De l'autre côté, presque une femme sur deux (47%) travaille dans des secteurs assez protégés, comme l'administration publique, l'éducation, la santé, l'action sociale et les services collectifs.

Tableau 2 : Répartition des hommes et des femmes par secteur d'activité (en %)

	Femmes	Hommes
Agriculture	1	2
Industrie	4	11
Construction	3	12
Commerce	11	11
HORECA	5	3
Transports	5	11
Finance et Assurance	11	12
Services aux entreprises	13	11
Administration publique	10	14
Education	14	5
Santé et action sociale	18	6
Services collectifs	5	3

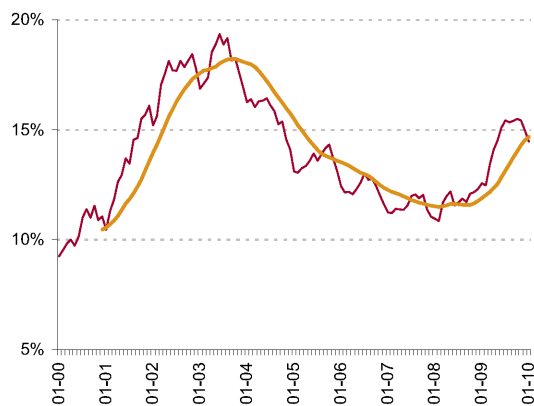
Source: STATEC, EFT 2008

D'après l'ADEM, environ un demandeur d'emploi sur deux n'a qu'un niveau de formation « inférieur ». Il s'agit là de personnes dont la formation ne dépasse pas la scolarité obligatoire. Néanmoins, la crise a eu un impact plus prononcé à l'autre bout de l'échelle des

⁴ L'enquête sur les forces de travail (EFT) est une enquête annuelle menée auprès de quelque 8500 ménages résidents. L'enquête fournit des informations sur la participation au marché du travail des personnes âgées de 15 ans et plus ainsi que sur les personnes hors des forces de travail.

formations, à savoir pour les personnes ayant un niveau de formation « supérieur ». Il faut entendre par là les personnes ayant fait des études post-secondaires. L'évolution de la part des demandeurs d'emploi ayant atteint ce niveau d'études est illustrée dans le graphique 2. Comme dans le graphique 1, une moyenne mobile de 12 mois a été rajoutée afin de mettre en évidence les tendances. Lors de la récession qui a eu lieu au début de la décennie, la proportion de ces demandeurs a plus ou moins doublé, en passant de moins de 10% à près de 20%. Ensuite à partir de la fin de l'année 2003, la part de personnes diplômées a commencé à chuter, pour atteindre environ 11% en 2007. A partir de la deuxième moitié de 2008, cette proportion a de nouveau commencé à augmenter jusqu'à environ 15% en 2009.

Graphique 2 : Part des personnes diplômées parmi les demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM

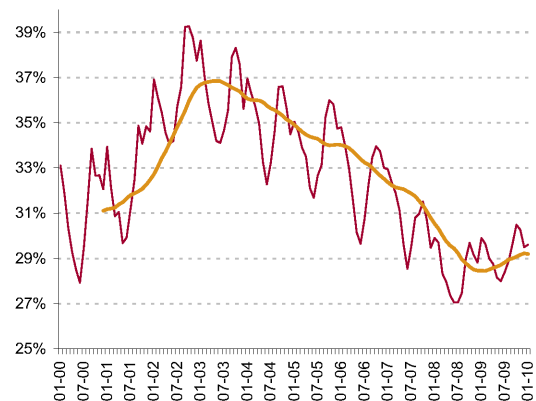


Source: ADEM, STATEC

Un autre groupe auquel est portée une certaine attention dans les débats autour du chômage sont les jeunes demandeurs d'emploi. Dans ce contexte, un « jeune » est une personne âgée de moins de 30 ans. Le graphique 3 illustre la situation de ce groupe. Le graphique affiche de nouveau l'évolution du poids de ce groupe dans le total des demandeurs d'emploi, ensemble avec une moyenne mobile sur 12 mois. La part des jeunes a progressé de quelque 30% en 2000 à presque 40% en 2002/2003. La part des jeunes

demandeurs s'est mise à baisser par la suite pour tomber en-dessous de 30% vers la fin de l'année 2007 et le début de 2008. Ensuite, cette part s'est stabilisée, et la tendance pointe pour le moment vers une légère hausse. A titre de comparaison, la part des personnes âgées de 15 à 30 ans parmi la population en âge de travailler (les personnes âgées de 15 à 64 ans) a été d'environ 27% sur la période allant de 2000 à 2009.

Graphique 3 : Part des jeunes parmi les demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM



Source: ADEM, STATEC

Le graphique 3 pourrait être critiqué parce qu'il ne prend pas en considération les mesures pour l'emploi. En effet, depuis des années, l'ADEM propose un certain nombre de mesures destinées spécifiquement aux jeunes chômeurs. Le graphique 4 permet de répondre à cette critique. Ce graphique renseigne la part cumulée des jeunes demandeurs d'emploi et les bénéficiaires d'une mesure pour jeunes⁵ dans ce qui est appelé le « chômage au sens large ». Le chômage au sens large est la somme des demandeurs d'emploi inscrits auprès de l'ADEM et des bénéficiaires d'une mesure pour l'emploi. D'après le graphique 4, la part des jeunes parmi les chômeurs au sens large a oscillé entre environ 37% et 40% de 2000 à 2007. Dans le

⁵ Les mesures suivantes ont été considérées comme étant des mesures pour les jeunes : Contrat d'auxiliaire temporaire (CAT), Pool des assistants, Stage d'insertion en entreprise, Contrat appui-emploi (CAE), Contrat d'initiation-emploi (CIE).

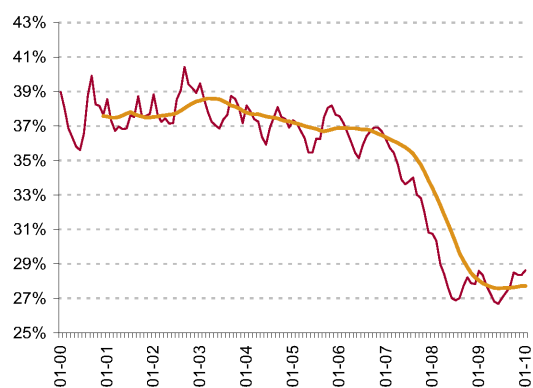
4 Regards 2-2010

sur les profils des demandeurs d'emploi et la crise économique

courant des années 2007 et 2008, la part des jeunes diminue assez rapidement en-dessous de 30%, pour se stabiliser à ce niveau dans le courant de l'année 2009.

Qu'il s'agisse des demandeurs d'emploi proprement dits ou des chômeurs au sens large, il y a donc eu une baisse de la proportion des jeunes de moins de 30 ans dans le total des demandeurs d'emploi en 2007 et en 2008. Néanmoins, la baisse s'est arrêtée en 2009 et cette proportion s'est stabilisée depuis lors.

Graphique 4 : Part des jeunes dans le chômage au sens large



Source: ADEM, STATEC

Service central de la statistique et des études économiques
B.P. 304
L-2013 Luxembourg
Tél. 2478-4219 Fax 46 42 89
E-mail: info@statec.etat.lu
Internet: www.statistiques.lu

Pour en savoir plus:
Jean RIES
Tél. 247-84399
E-mail: jean.ries@statec.etat.lu